

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1079>



Perte de souveraineté : la France doit cesser sa passivité

- La démocratie : un enjeu - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Date de mise en ligne : mardi 14 juillet 2015

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Le texte d'André Bellon et Raoul Marc Jennar ci-dessous a, par ailleurs, été publié par Marianne.net Voir <http://www.marianne.net/agora-perse-souverainete-france-doit-cesser-sa-passivite-100235468.html>

Perte de souveraineté : la France doit cesser sa passivité

Au nom d'une construction européenne dogmatique, une entreprise de destruction de la démocratie est en marche depuis des années.

La volonté exprimée par les peuples français et néerlandais par les référendums de 2005 a été bafouée par la signature du traité de Lisbonne. Les promesses faites lors de la campagne électorale de 2012 ont été ignorées devant les diktats de Bruxelles et de Berlin.

Aujourd'hui, c'est le peuple grec qui subit de plein fouet, au nom de règles financières imposées hors de tout débat démocratique réellement contradictoire, une offensive d'une violence sans précédent pour faire admettre que les votes aux législatives ou lors du référendum n'ont pas de valeur. Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, ne déclarait-il pas sans vergogne, il y a peu, qu'il n'y a pas de vote démocratique contre les traités ratifiés. Ainsi, la « démocratie » permet de changer, voire d'abolir une loi ; mais, dans la conception de Bruxelles, elle ne peut pas remettre en cause un traité.

Il importe que cesse enfin la passivité, voire la complaisance, de la France vis-à-vis de ces dérives quasi totalitaires. Il s'agit bien sûr et avant tout de soutenir les efforts du peuple grec, écrasé, humilié car son combat est symbolique. Mais il ne s'agit pas que de lui, il s'agit de chacun des peuples européens. L'urgence est d'autant plus grande que la réponse des dirigeants européens semble être de renforcer encore plus un pouvoir incontrôlé.

Pour sa part, le peuple français, fidèle à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, doit réaffirmer sa souveraineté. C'est le problème de tout le peuple et non de tel ou tel parti. Si des mobilisations ont été organisées avec l'appui de syndicats, du front de Gauche, de certaines figures critiques du PS, la question est aussi portée par des personnalités d'autres bords tels Dominique de Villepin ou Nicolas Dupont-Aignan. Elle est surtout exprimée par de plus en plus de citoyens qui entendent réaffirmer la souveraineté du peuple. C'est tout ce mouvement, porteur d'une reconstruction démocratique et républicaine, qui doit affirmer sa volonté et sa légitimité à trouver les voies et moyens d'un autre avenir.

André Bellon, Ancien Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et Raoul Marc Jennar, Essayiste